

Que viennent faire en France des immigrants venant de pays de l'OPEP ?

écrit par Maxime | 29 août 2018

Un certain nombre de migrants viennent de pays membres de l'OPEP, par exemple l'Irak ou l'Iran. L'Algérie aussi est membre de l'OPEP.

Or, ces pays réalisent des ententes pour maintenir le niveau des prix du pétrole en leur faveur. On ne peut pas dire que leur démarche soit très fraternelle vis-à-vis des pays consommateurs, notamment ceux d'Occident !

Les quotas actuels, mis en place en 2016 pour soutenir le prix du baril, ont été prolongés de plus d'un an par les pays exportateurs réunis ce jeudi à Vienne.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires, dont la Russie, viennent de renouveler ce jeudi à Vienne leur accord de plafonnement de production de pétrole, jusqu'à fin 2018. L'accord de principe a été conclu après plusieurs heures de débats au siège de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Il a été précisé que des discussions se poursuivaient pour savoir s'il fallait plafonner la production de la Libye, jusque là exemptée de tout encadrement en raison de sa situation politique troublée.

Pour renverser la vapeur sur un marché qu'ils ont inondé de brut entre 2014 et 2016, entraînant un effondrement des prix, les pays du cartel avaient réussi à s'entendre fin 2016 afin de limiter leur production. En réduisant leur offre, le prix du baril de Brent a rapidement regagné pour évoluer désormais au-dessus des 60 dollars, après avoir plongé jusqu'à 26 dollars en février 2016.

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/11/30/20002-20171130ARTFIG00042-petrole-les-exportateurs-devraient-s-entendre-pour-limiter-la-production.php>

On peut d'ailleurs se demander si derrière l'OPEP on ne retrouve pas le clivage Dar al-Islam / Dar al-Kufr.

L'Europe imposant les migrants prohibe quant à elle sur son territoire de pareilles ententes, abus de position dominante, attitudes discriminatoires...

L'entente illicite est une pratique anticoncurrentielle réprimée par les autorités de la concurrence et – en Europe – par la Commission européenne. Les affaires d'ententes illicites peuvent donner lieu à des amendes de plusieurs dizaines, voire centaines de millions d'euros.

Entente illicite : définition juridique

Il y a entente illicite lorsque plusieurs entreprises s'associent à travers une décision, un accord ou toute autre pratique concertée ayant pour objet ou pour effet de fausser le libre jeu de la concurrence sur un marché.

Lire l'ensemble de l'article ici :

<https://www.jurifiable.com/conseil-juridique/droit-de-la-concurrence/entente-illicite>

On voit bien qu'il y a un problème quelque part...

Je ne vois pas pourquoi en tant que Français je devrais me sentir solidaire avec des pays qui n'ont pas du tout la même démarche à notre égard !

En particulier quand des pays islamiques, membres de la même OPEP, n'accueillent pas – ou si peu – de migrants censés être en détresse...